**Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité
interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres
armes de destruction massive sur le fond des mers et
des océans ainsi que dans leur sous-sol**

Genève, 1977

Distr.
RESTREINTE
SBT/CONF/SR.6
24 juin 1977
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SIXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 23 juin 1977, à 10 h 45

Président : M. WYZNER (Pologne)
puis : M. GHAREKHAN (Inde)

SOMMAIRE

Examen du fonctionnement du Traité conformément à son article VII (point 11
de l'ordre du jour) (suite)

A. Discussion générale (suite)

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectification.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit
à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-4108, Palais des Nations,
Genève, dans les trois jours ouvrables qui suivent la réception du compte rendu
dans leur langue de travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la Conférence seront réunies
en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin de la Conférence.

EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DU TRAITE CONFORMEMENT A SON ARTICLE VII (point 11 de l'ordre du jour) (suite)

A. DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. BLAKENEY (Australie) fait observer que le préambule du Traité a pour objectifs essentiels de souligner l'importance du désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace et plus particulièrement d'indiquer que les Etats parties sont résolus à prévenir une course aux armements nucléaires sur le fond des mers et des océans. Dans le corps du Traité, la principale disposition fonctionnelle figure à l'article premier, dans lequel les Etats parties s'engagent à n'installer ou placer aucune arme de destruction massive sur la zone du fond des mers, telle qu'elle est délimitée par le Traité. Pour assurer le respect de ces dispositions, l'article III établit certaines procédures de vérification. Etant donné que de nombreux Etats ont estimé que la portée du Traité est trop limitée, tant en ce qui concerne le type d'armes que la zone dans laquelle leur mise en place est interdite, l'article V prévoit que les Etats parties s'engagent à poursuivre des négociations de bonne foi sur de nouvelles mesures en matière de désarmement afin de prévenir une course aux armements sur le fond des mers et des océans. La présente Conférence a pour tâche principale d'examiner dans quelle mesure ces objectifs fondamentaux du préambule et ces dispositions essentielles du Traité sont en voie de réalisation.

2. En ce qui concerne l'objectif plus précis du préambule, à savoir la prévention d'une course aux armements nucléaires sur les fonds marins, qui s'exprime dans les dispositions énoncées à l'article premier, il est significatif que dans les cinq années qui se sont écoulées depuis l'entrée en vigueur du Traité, il n'y a eu aucun litige relatif à son exécution. Aucun des Etats les mieux équipés pour observer les activités des Etats parties n'a déclaré que les obligations assumées en vertu du Traité n'avaient pas été remplies et aucun Etat n'a été obligé de recourir aux procédures de vérification prévues à l'article III. En conséquence, il y a toutes raisons de penser que le Traité fonctionne efficacement.

3. En ce qui concerne l'objectif plus général du Traité, qui est énoncé au quatrième alinéa du préambule et qui correspond aux dispositions de l'article V, le Traité a été et continue d'être un maillon important d'une chaîne de mesures de contrôle des armements qui ont abouti à démilitariser partiellement ou entièrement certaines zones, contribuant ainsi dans une mesure importante à réduire la course aux armements. Il a été aussi un élément important dans l'histoire des mesures de désarmement et a contribué à l'évolution du droit moderne de la mer. Le fait qu'une zone du globe où l'on craignait, il y a moins d'une décennie, le déroulement d'une course aux armements nucléaires ne soit plus exposée à un danger immédiat donne la mesure des résultats obtenus grâce au Traité.

4. Si la question des négociations à poursuivre en vue de nouvelles mesures de désarmement doit être examinée conformément au Traité, la délégation australienne estime qu'il existe actuellement dans ce domaine des problèmes dont l'urgence est beaucoup plus évidente. Cette assertion ne diminue en rien l'importance qu'il y a à reconnaître que l'humanité a un intérêt commun à l'exploration et à l'utilisation du fond des mers et des océans à des fins pacifiques.

5. Aux termes de l'article VII, la Conférence doit tenir compte des progrès technologiques pertinents. En effet, la possibilité que les progrès technologiques militaires pourraient être assez considérables pour mettre en péril l'importance et l'efficacité du Traité a été l'une des principales raisons qui ont incité à prévoir un examen du fonctionnement du Traité. A cet égard, le représentant de la Suède a souligné que le partage des responsabilités et l'échange des informations, compte dûment tenu des intérêts nationaux légitimes, étaient deux principes de base qui devaient régir le fonctionnement du Traité. Aucun des gouvernements dépositaires n'a identifié un fait quelconque pouvant affecter les objectifs ou les dispositions du Traité. La délégation australienne espère que si un tel fait venait à se produire, on s'inspirerait des principes énoncés par le représentant de la Suède.

6. L'opportunité du libellé actuel du Traité pourrait être remise en question si la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer aboutissait à l'élaboration d'un nouveau droit de la mer ayant un caractère important et complet. Cependant, la délégation australienne estime que l'on ne doit pas préjuger le résultat de la Conférence sur le droit de la mer et que les questions connexes qui y sont déjà négociées ne devraient pas être examinées à la Conférence en cours sur le Traité. L'étude d'amendements éventuels au Traité qui pourraient s'imposer du fait de l'élaboration d'un nouveau droit de la mer devrait être remise jusqu'à la prochaine conférence d'examen convoquée en vertu des dispositions du Traité.

7. Les procédures actuelles de vérification du Traité n'ont pas encore été mises à l'épreuve, mais, étant donné que le Traité a fonctionné de façon efficace jusqu'à présent et que tous les Etats signataires ont confirmé l'intérêt qu'ils portent au respect de ses dispositions, la délégation australienne continue à les juger acceptables au stade actuel.

8. Comme d'autres, la délégation australienne est déçue de constater que 65 Etats seulement sont, à l'heure actuelle, devenus parties au Traité. Toutefois, ce nombre comprend la plupart des grandes puissances; en outre, un nombre d'Etats presque égal à la moitié du nombre des Etats parties sont signataires du Traité. Le nombre des Etats qui ont adhéré au Traité a une grande importance politique et juridique. La délégation australienne s'associe à celles qui ont proposé que le document final de la Conférence d'examen comporte un appel adressé à tous les Etats non parties pour qu'ils adhèrent au Traité dès que possible.

9. La délégation australienne n'a pas d'opinion très arrêtée sur la question de savoir à quel moment il conviendra de réunir une nouvelle conférence d'examen, mais elle estime qu'on pourrait envisager un délai supérieur à cinq ans. L'un des critères importants pour déterminer cette date sera l'existence ou l'absence d'une évolution importante influant sur l'efficacité du Traité ou le caractère adéquat de ses dispositions.

10. M. RUZEK (Tchécoslovaquie) dit que son pays a pris une part active aux négociations qui ont abouti au Traité sur les fonds marins, qu'il a ratifié promptement pour manifester sa volonté politique de contribuer au maximum à son exécution. Si l'on dénigre parfois les mesures partielles prises dans le domaine du désarmement, l'expérience tend à démontrer leur valeur. Les résultats des négociations sur le désarmement expriment la volonté politique de leurs participants de trouver une solution de compromis acceptable. Tous les Etats n'ont pas le même intérêt à participer à des mesures déterminées de désarmement et le problème du désarmement ne saurait donc être résolu d'un trait de plume; il doit être réglé par l'adoption de mesures partielles qui

non seulement visent un objectif précis, mais créent une atmosphère de confiance qui doit permettre d'adopter des mesures plus vastes exigeant une participation universelle. Ainsi, la réunion de la Conférence mondiale du désarmement pourrait marquer un tournant décisif dans l'histoire des négociations sur le désarmement.

11. Le respect strict des obligations imposées par le Traité sur les fonds marins pendant les cinq années de son application a empêché la course aux armements nucléaires de s'étendre à une zone qui embrasse les deux tiers de la surface du globe. En conséquence, ce Traité constitue un complément important au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui est l'instrument essentiel dans le domaine du désarmement nucléaire et dont la délégation tchécoslovaque tient à préconiser à nouveau l'universalité. Une participation universelle à des mesures partielles de désarmement apporterait une contribution positive à une action de plus grande envergure ayant pour objectif final le désarmement général et complet. C'est pourquoi la délégation tchécoslovaque appuie pleinement le Traité sur les fonds marins et espère que le plus grand nombre possible d'Etats y adhéreront. L'expérience a montré que les obligations et le système de contrôle qui y sont prévus sont bien équilibrés, ce qui est une garantie de fonctionnement efficace pour l'avenir.

12. La délégation tchécoslovaque a maintes fois indiqué qu'elle était prête à négocier de nouvelles mesures, comme il est stipulé à l'article V, en vue d'obtenir la démilitarisation complète du fond des mers. Comme pour la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement, c'est l'aspect préventif du Traité sur les fonds marins qui est important et M. Ruzek espère que ces deux instruments conduiront à l'adoption d'autres mesures préventives portant sur de nouvelles armes de destruction massive.

13. Le Traité sur les fonds marins fait partie d'un certain nombre de mesures de désarmement qui ont été négociées par la CCD. Si, comme il paraît probable, la présente conférence d'examen conclut à l'utilité du Traité, cela contribuera à améliorer le climat existant dans cet organe et à renforcer la confiance que non seulement ses membres, mais aussi les autres Etats ont dans ses travaux.

14. Pour conclure, M. Ruzek souligne l'importance politique du Traité sur les fonds marins et exprime l'espoir que la Conférence contribuera à stimuler la volonté politique nécessaire pour rendre le Traité universel afin de pouvoir poursuivre à la CCD les négociations prévues à l'article V.

15. M. LALOVIC (Yougoslavie) rappelle qu'aux termes de l'article VII du Traité, l'examen prévu doit tenir compte de tous progrès technologiques pertinents. La délégation yougoslave attend avec un vif intérêt le débat sur cette question étant donné que la course aux armements en général, et sur le fond des mers et des océans en particulier, a pris de nouvelles et dangereuses dimensions depuis l'entrée en vigueur du Traité.

16. La Conférence est également chargée, aux termes de l'article VII, de procéder à une évaluation objective de l'application du Traité selon sa lettre et son esprit et d'adopter des recommandations appropriées pour l'avenir. Le Traité n'est pas une mesure de désarmement; sa portée est limitée et modeste puisqu'il n'interdit ni l'utilisation d'armes nucléaires ou de destruction massive, ni la recherche ni le développement dans ce domaine, mais impose uniquement aux Etats parties l'obligation de ne pas installer ou placer de telles armes sur le fond des mers et des océans ou dans leur sous-sol.

Il ne faut pas néanmoins sous-estimer son importance potentielle car il peut, sans conteste, contribuer à la limitation puis à l'arrêt de la course aux armements sur le fond des mers.

17. Le fait qu'aucune violation du Traité n'ait été signalée pendant la période examinée ne signifie nullement que le danger n'existe pas. La vulnérabilité croissante des armes stratégiques à la surface du globe et dans les airs a stimulé l'intérêt dans la guerre maritime et, par conséquent, sous-marine. L'intérêt accru que prend rapidement la mer du point de vue militaire est illustré par les activités déployées dans ce domaine : mesure et étude accélérées de tous ses paramètres, perfectionnement des systèmes pour déterminer avec précision la position des objets dans la mer, mise au point de navires d'utilisation plus souple et de stations océanographiques, amélioration générale des performances nucléaires sous-marines. La militarisation accrue de la mer est une source de graves inquiétudes et il est impossible de considérer le fond des mers et des océans sans tenir compte de l'espace océanique dans son ensemble. Il importe donc que lorsqu'elle examinera le fonctionnement du Traité, la Conférence ne perde pas de vue les dangers que comporte la course accélérée aux armements dans l'espace océanique tout entier. Si la Conférence se bornait à s'occuper seulement des fonds marins, elle risquerait de conclure à tort que la situation est parfaitement satisfaisante. Une prolifération générale des armements dans le vaste espace océanique amènerait certainement des changements qualitatifs dans le fond des mers et des océans, même si ces armes n'y étaient pas effectivement placées. La délégation yougoslave comprend mal que la Conférence n'ait pas reçu de renseignements sur les progrès technologiques pertinents et cette lacune la déçoit.

18. Depuis l'entrée en vigueur du Traité, aucune négociation n'a eu lieu dans le cadre de l'article V sur de nouvelles mesures en matière de désarmement afin de prévenir une course aux armements sur le fond des mers. Lors de la négociation du Traité, la délégation yougoslave avait souligné à maintes reprises que l'objectif final de ces négociations devait être de parvenir à la démilitarisation complète de cette zone. L'expérience en matière de négociations sur le désarmement a montré que les accords limités n'ont qu'une valeur restreinte et éphémère s'ils ne sont suivis de mesures plus générales. Le Traité ne constitue qu'une première étape limitée qui devrait être suivie d'autres négociations conformément à l'article V. M. Lalović a entendu avec satisfaction le représentant de l'URSS déclarer que le Gouvernement soviétique est prêt à négocier un ou plusieurs accords internationaux pour interdire l'installation sur le fond des mers et des océans d'objets militaires non visés par le Traité actuel et à envisager d'autres mesures pour faire reculer ou pour contenir la course aux armements dans cette zone. Ces négociations devraient, de l'avis de la délégation yougoslave, faire partie d'un effort plus général tendant à réduire graduellement puis à éliminer les flottes dans les régions critiques du monde. Certes, cela n'est pas facile, mais la délégation yougoslave pense que tous les Etats parties qui possèdent la capacité technique d'entreprendre des activités militaires sur les fonds marins, comme les autres intéressés d'ailleurs, devraient entamer ces négociations le plus rapidement possible.

19. La prévention de la course aux armements sur les fonds marins est intimement liée à l'action plus vaste visant à utiliser ces fonds et leurs ressources naturelles exclusivement à des fins pacifiques. Comme l'ont souligné plusieurs délégations à la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, l'extension

de la course aux armements, particulièrement dans l'espace océanique, nuit aux activités pacifiques dans ce milieu. Il y a un lien entre cette Conférence et la Conférence actuelle car chacune, même si leurs tâches sont différentes, s'intéresse au même environnement.

20. En tant qu'Etat maritime, la Yougoslavie a toujours considéré la mer et les océans comme autant de ponts d'amitié et de coopération entre les nations. Ce pays s'inquiète de ce que les mers adjacentes à ses côtes ne sont pas toujours utilisées à des fins que l'on pourrait qualifier de purement pacifiques. Comme de nombreux autres pays méditerranéens, la Yougoslavie se sentirait plus sûre si ces eaux devenaient une zone de paix et de coopération. Des préoccupations analogues ont été formulées au sujet de l'océan Indien lors des réunions au sommet des pays non alignés.

21. De l'avis de la délégation yougoslave, la Conférence actuelle devrait décider de convoquer la prochaine conférence d'examen dans un délai déterminé car tout traité sur le contrôle des armements qui est de nature et de portée limitées doit contenir une clause d'examen périodique automatique; de plus, les progrès rapides de la technologie, notamment dans le domaine militaire, font qu'il est indispensable de veiller à ce qu'il n'y ait aucune violation du Traité. En l'absence de négociations visant à élargir la portée des traités limités en vigueur, et étant donné l'état actuel de la situation en ce qui concerne les progrès technologiques et la course aux armements, il ne fait aucun doute que chaque conférence d'examen à l'avenir s'avérera plus nécessaire que la précédente.

22. M. SUAT BILGE (Turquie) dit que, selon son Gouvernement, le Traité sur les fonds marins représente une étape constructive vers l'objectif final d'un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace. L'interdiction d'installer des armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers n'est, assurément, qu'une modeste contribution au désarmement dont la réalisation est encore bien loin. Il est encourageant cependant de constater que la communauté internationale continue à déployer des efforts considérables pour réaliser ce désarmement et instaurer la paix. Comme le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'a signalé récemment, il n'y a pas lieu d'éprouver un sentiment de vaine satisfaction ni celui du devoir accompli; les résultats escomptés au moment de la rédaction de la Charte des Nations Unies ne sont pas encore près de pouvoir être obtenus. Cela devrait encourager la communauté internationale à n'épargner aucun effort pour instaurer une paix véritable aux niveaux politique, économique et social.

23. Le Traité à l'examen possède deux grandes caractéristiques. Tout d'abord, il interdit de placer des armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol. Une catégorie de ces armes, à savoir les armes nucléaires, est mentionnée dans le texte du Traité; toutes les autres sont visées dans l'expression "autres types d'armes de destruction massive". Tous ceux qui ont suivi les travaux du désarmement savent que cette formule vise en fait les armes chimiques, biologiques et radiologiques. M. Suat Bilge n'a pas l'intention de suggérer une définition précise de ces armes, mais il se demande cependant s'il n'y aurait pas une certaine valeur morale à les mentionner explicitement dans le document final de la Conférence. Le Traité ne se borne pas à imposer des obligations aux Etats parties, il est aussi une source d'inspiration pour l'opinion publique mondiale. Le texte du Traité et de ses annexes doit donc être compréhensible pour tous.

24. La deuxième grande caractéristique du Traité est la définition de la zone du fond des mers dans laquelle il est interdit d'installer ou de placer des armes de destruction massive. Cette zone commence à l'extérieur d'une sorte de mer territoriale. A cet égard, la question se pose d'établir une distinction entre la zone interdite qui est internationale et la zone quasi nationale non frappée par l'interdiction. Bien que la délégation turque soit consciente de la nécessité d'épargner au Traité les difficultés que la Conférence sur le droit de la mer ne réussit pas à aplanir, elle s'estime tenue d'exprimer son insatisfaction au sujet de l'article premier et de l'article II, plus particulièrement de l'article II, qui présentent plusieurs lacunes. Sans vouloir entrer dans le détail au cours de cette discussion générale, M. Suat Bilge souligne qu'il considère la zone visée dans l'article premier et sa limite extérieure définie à l'article II, comme une zone plus ou moins fonctionnelle ne dépassant pas douze milles.

25. D'autre part, le système de vérification prévu à l'article III est utile en ce qu'il complète le Traité et assure son application. Une élaboration plus poussée du système serait néanmoins souhaitable, et la délégation turque est disposée à étudier dans cette optique le document de travail présenté par le Japon (SBT/CONF/7). Les articles IV et IX décrits comme clauses de sauvegarde dans la note du Secrétariat (SBT/CONF/4), sont aussi utiles. Il est tout à fait naturel que le Traité ne soit pas utilisé pour appuyer les droits ou prétentions d'un Etat partie, sinon on se trouverait en face des mêmes difficultés que celles avec lesquelles la Conférence sur le droit de la mer est continuellement aux prises. En réalité, c'est à cause des articles IV et IX que la délégation turque s'est abstenue de formuler une réserve explicite sur l'article II. De plus, les articles IV et IX empêchent les pays situés dans des zones démilitarisées de militariser leurs zones nationales en s'abritant derrière la disposition contenue dans le paragraphe 2 de l'article premier. Il est manifeste qu'un Etat ne saurait revendiquer sur la partie de son territoire qui s'étend sous la mer des droits qu'il ne possède pas sur son territoire même, et que l'adhésion à un traité sur le désarmement ne saurait conférer le droit de militariser une zone démilitarisée. Néanmoins, la délégation turque pense qu'il conviendrait de préciser ce point pour éviter tout malentendu ou tout doute possible. Il restera à débattre de la forme à donner à cette précision et à décider où l'insérer; la délégation turque envisage de suggérer plusieurs possibilités.

26. La délégation turque est également ouverte à toute suggestion concernant la convocation d'une nouvelle conférence d'examen, mais elle préférerait une résolution fixant une date précise. Tout en reconnaissant la valeur des arguments avancés en faveur d'une procédure plus souple, M. Suat Bilge pense qu'on ne saurait considérer indéfiniment le Traité comme étant à l'abri des répercussions d'un nouveau droit de la mer; et plus, des progrès technologiques pourraient justifier sa révision.

27. M. SKALLI (Maroc) souligne l'interdépendance des problèmes relevant de la Conférence et ceux dont débat la Conférence sur le droit de la mer qui se réunit actuellement à New York. Le Traité sur les fonds marins constitue une étape non négligeable dans les efforts faits pour soustraire le fond des mers aux activités militaires. De leur côté, les travaux de la Conférence sur le droit de la mer présentent un intérêt majeur pour l'instauration d'une coopération internationale permettant l'exploitation des ressources des océans au profit de tous les peuples. La prise de conscience des relations existant entre ces deux conférences ne peut être que bénéfique pour le renforcement de la paix et de la coopération internationale.

28. En même temps, la Conférence d'examen doit trouver des réponses adéquates à un certain nombre de questions qui relèvent de sa seule compétence. La première est celle de savoir si la portée de l'interdiction énoncée à l'article premier du Traité, qui est limitée aux armes nucléaires et aux autres armes de destruction massive, est suffisante. Compte tenu de l'évolution sans cesse accélérée de la technique, notamment dans le domaine des armements, une démilitarisation plus complète du fond des mers et des océans s'avère être une condition préalable à son utilisation à des fins pacifiques. Le Traité sur les fonds marins constitue sans aucun doute un pas dans la bonne voie, mais il doit être suivi d'autres mesures. A cet égard, il est regrettable que l'engagement assumé par les Etats parties en vertu de l'article V du Traité soit resté jusqu'à présent sans suite malgré l'appel lancé à ce sujet par plusieurs délégations au sein de la CCD. M. Skalli espère que l'occasion offerte par la Conférence sera mise à profit pour combler cette lacune.

29. Il ressort de la note du Secrétariat publiée sous la cote SBT/CONF/6 que les gouvernements dépositaires n'ont reçu aucune communication officielle concernant le respect des objectifs et des dispositions du Traité. On peut donc supposer qu'aucune violation n'a été constatée et que, pour les cinq premières années de son fonctionnement le Traité a atteint son objectif. L'article III prévoit certaines garanties concernant la vérification, mais il faut reconnaître que très peu de pays disposent de moyens techniques appropriés pour détecter d'éventuelles violations des obligations assumées en vertu du Traité. La collaboration entre tous les pays et l'assistance internationale aux moins avancés d'entre eux s'imposent donc à cet égard, et constituent la seule façon de rendre crédibles les engagements assumés. Pour s'acquitter de leurs obligations les Etats parties doivent être informés constamment et complètement des progrès technologiques pertinents. Etant donné la rapidité du progrès technologique et le développement de la recherche dans divers pays, il faut décourager certaines velléités et donner tous apaisements à ceux qui ont adhéré loyalement au Traité. C'est seulement dans la mesure où le Gouvernement marocain est convaincu de l'utilité des mesures à prendre qu'il pourra s'y associer pleinement.

30. Compte tenu de ces différents éléments, il semble souhaitable que la Conférence fixe dès à présent la date d'une nouvelle conférence d'examen. La délégation marocaine est disposée à examiner dans un esprit ouvert toutes les propositions qui seront faites à cet égard.

31. En conclusion, M. Skalli souligne que le Traité doit être replacé dans son contexte véritable, qui est le problème général du désarmement. Il ne faut pas perdre de vue l'immensité de la tâche qui reste à accomplir. M. Skalli espère que le fonctionnement du Traité contribuera à l'instauration d'un climat de confiance et permettra de progresser dans d'autres domaines du désarmement.

M. Gharekhan (Inde) prend la Présidence.

32. M. DOMOKOS (Hongrie) dit qu'avec l'accessibilité du nouvel environnement qu'est le fond des mers, les espoirs qu'ouvre l'exploitation pacifique des ressources sous-marines s'accompagnent de la menace de l'utilisation des fonds marins à des fins militaires; la nécessité d'un accord international limitant les utilisations militaires du fond des mers est devenue évidente.

33. En examinant le fonctionnement du Traité sur les fonds marins à la lumière des faits nouveaux survenus dans les domaines politique, militaire et technique, la Hongrie estime que sa décision de devenir partie au Traité était justifiée. Le Traité a été rédigé à une époque où la recherche-développement sur les utilisations militaires du fond des mers s'intensifiait, et le fait même qu'il ait établi une vaste zone sous-marine exempte d'armes nucléaires est une preuve de sa validité. Mais son importance est encore plus grande en tant qu'élément de la série d'accords sur la limitation des armements, qui contribue à prévenir l'extension des armes nucléaires et à limiter la course aux armements. Il a constitué le premier pas vers l'interdiction complète de l'utilisation du fond des mers à des fins militaires.

34. Le Gouvernement hongrois a signé le Traité le jour où il a été ouvert à la signature et il l'a ratifié peu après. En fait, bien que la Hongrie ne soit pas une puissance maritime, son gouvernement a agi en accord avec les principes directeurs de la politique extérieure hongroise et le désir de contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et de la cessation de la course aux armements.

35. La délégation hongroise estime qu'en examinant le fonctionnement du Traité, la Conférence doit éviter les conclusions et hypothèses théoriques. De l'avis du Gouvernement hongrois, le Traité a fonctionné de façon efficace : le fait qu'aucune partie n'ait dû recourir au mécanisme de vérification montre bien que la principale obligation énoncée à l'article premier a été respectée. Le Traité a joué un rôle utile en limitant les utilisations militaires des fonds marins et il ne faut pas négliger l'effet bénéfique qu'il a eu sur l'opinion publique internationale. Le Gouvernement hongrois continue donc à appuyer le Traité sous sa forme actuelle et il espère qu'il gagnera en universalité.

36. Comme il ressort de la note du Secrétariat (SBT/CONF/4), de nombreux pays, notamment la Hongrie, étaient en faveur d'une démilitarisation complète du fond des mers lors des négociations qui ont abouti à la conclusion du Traité, tandis que d'autres préféraient que l'interdiction ne porte que sur la mise en place d'armes de destruction massive. A titre de compromis, c'est la dernière solution qui a été adoptée, assortie de l'obligation contenue dans l'article V de poursuivre les négociations sur d'autres mesures de désarmement. La Conférence actuelle offre aux parties l'occasion de faire connaître leurs vues sur l'application de l'article V. Il est possible que la situation politique et technologique ait changé depuis l'entrée en vigueur du Traité et que les négociations sur la démilitarisation aient de meilleures chances d'aboutir aujourd'hui. Le Gouvernement hongrois se déclare prêt à contribuer à l'application de l'article V et il aimerait que d'autres États parties fassent de même. Le document final de la Conférence devrait réaffirmer l'intention des parties de poursuivre des négociations, et contenir aussi une évaluation positive du fonctionnement du Traité. L'instance la plus appropriée pour de telles négociations serait la CCD. Toutefois, le Traité lui-même, qui représente un équilibre délicat entre les divers intérêts, devra garder sa forme actuelle, et les résultats des négociations menées en application de l'article V devront être incorporés dans de nouveaux accords.

37. La délégation hongroise considère que, puisque les conférences d'examen peuvent faciliter la pleine application du Traité, elles ne doivent pas avoir un caractère systématique, se réunissant à des intervalles réguliers qui risquent de ne pas correspondre à l'évolution de la situation ou aux intentions de la majorité des parties.

Une procédure plus souple est souhaitable, et celle qu'a suggérée le représentant de la République fédérale d'Allemagne serait peut-être acceptable.

38. Même la démilitarisation complète du fond des mers ne sera que partiellement efficace si tous les Etats militairement importants ne l'acceptent pas. Le document final de la Conférence devrait donc demander à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer au Traité sur les fonds marins. La délégation hongroise espère que tous les Etats signataires deviendront bientôt parties au Traité et elle se félicite de ce que Cuba y ait adhéré à la veille de la Conférence.

39. M. AFENDULI (Grèce) dit qu'aux yeux de son gouvernement, signataire du Traité, aucun des articles de cet instrument ne soulève de difficultés. Toutefois, compte tenu de certaines des déclarations qui ont été faites, la délégation grecque se réserve le droit d'intervenir lors de la discussion article par article.

La séance est levée à 12 heures.